



L'AUSTÉRITÉ ÇA SE BLOQUE !

Les choix économiques de Macron dessinent une vision de société claire :

tous pour les riches et que les autres triment et ferment leur bouche. La régression sociale et environnementale orchestrée par le pouvoir est la conséquence directe des politiques libérales : aides publiques aux grandes entreprises (plus de 210 milliards annuels), sans contrepartie financière, sociale ou écologique et sans contrôle aucun, allègement de leur part de cotisation payée alors par les travailleuses et travailleurs, baisse d'impôts, et mêmes cadeaux réservés aux plus grandes fortunes. Forcément une telle construction sociale débouche sur des déséquilibres d'une violence toujours plus grande pour celles et ceux qui n'ont rien ou si peu et à qui on demande sans cesse plus. Rappelons que la "constation d'un déficit" qui serait impératif à combler débouche dans le discours politique alors que c'est Macron qui tient les commandes de l'économie depuis 2014. On nous parle de "société du travail" mais c'est d'une société d'exploitation dont il s'agit.

BUDGET : HISTOIRE D'UN SACCAGE

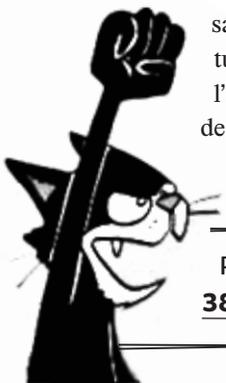
Le dernier budget en date, qui sera certainement remanié de manière cosmétique par le nouveau gouvernement mais dont le fond ne changera pas, est d'une brutalité sans précédent pour les travailleuses, les travailleurs et les plus démunies d'entre nous. Suppression de jours fériés, coupes dans les services publics, remise en cause du droit du travail, énième réforme de l'assurance chômage, gel des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires comme des contractuel-les, suppression ou très forte réduction de l'aide médicale d'Etat (AME), désindexation des pensions de retraites, doublement des franchises médicales, définancement de l'hôpital et

de l'école, remise en cause de la 5^e semaine de congés payés... 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (chiffre 2023) et les inégalités entre les riches et les pauvres ne cessent de s'accroître. L'année 2024 a battu, encore une fois, un record pour la bourgeoisie : 97 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires quand les profits des grosses boîtes françaises s'élevaient à 131 milliards. L'argent est donc bien là !

EN GUERRE CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

Le gouvernement déclare, en bombant le torse et vomissant des discours nationalistes, préparer la guerre. Mais c'est contre les pauvres qu'il la mène. Il a déjà ponctionné 4 milliards des caisses de l'État au profit de l'industrie et l'ingénierie de mort. À cela il faut ajouter les 3,5 à 5 milliards d'euros par an – évalué par la Cour des comptes – que coûte la généralisation du Service national universel (SNU) dont le but est de mettre la jeunesse en treillis, sous la coupe des bidasses, et de lui apprendre à marcher au pas. Et la nomination de Lecornu au poste de Premier Ministre n'est que des plus inquiétant : ex-ministre des Armées, réactionnaire, fan de la gendarmerie et du commandement, revendiquant avec fierté l'autoritarisme, grand ordonnateur de la rigueur, chef de certaines des pires répressions policières de ces dernières années (Bure, ZAD de Notre-Dame-des-Landes), chasseur invétéré, la liste est sans fin.

Et pendant ce temps là, un génocide chaque jour s'intensifie à Gaza et la France continue à soutenir le gouvernement israélien et son armée, masquée par quelques effets d'annonce de Macron sans que rien ne soit suivi de faits. Pendant ce temps là, en Ukraine, alors que la population subit la guerre impérialiste de Poutine, le gouvernement prend des mesures anti-syndicales, bâillonnant toute voie dissidente chez les travailleuses et travailleurs. La guerre, au profit des bénéficiaires économiques, est toujours tournée contre les plus démunies. Non à la guerre qu'elle soit en Palestine, en Ukraine ou demain en France, elles ne peuvent qu'être leurs guerres et nos morts.



Rendez-vous de mobilisations sur
38.demosphere.net et ul38.cnt-f.org

C'EST PAS À MATIGNON QU'ON OBTIENDRA SATISFACTION

Aussi, ce ne sont pas des élections ou d'un nouveau ministre qui nous importe. C'est le rapport de force entre travailleuses et travailleurs, celles et ceux qui produisent, et le patronat et sa cohorte d'actionnaires et autres "investisseurs" qu'il faut instaurer.

La CNT appelle à participer à la construction de ce rapport de force pour obtenir des moyens pour la santé, l'éducation, le logement, la culture, des prestations sociales et l'Assurance chômage. Nous exigeons un retour immédiat à la retraite à 60 ans et des services publics de qualité, l'augmentation générale des salaires avec notamment le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires. Nous récupérerons la richesse dans les poches des riches qui n'ont jamais été aussi nombreux et bien portant. Et c'est dès aujourd'hui que nous nous attelons à la construction d'une société autogérée et solidaire.

Derrière l'injustice sociale, il y a l'aliénation du travail sous domination managériale, l'écocide permanent de la civilisation industrielle, l'abrutissement généralisé à coup de consommation frénétique et d'hypnose par les media bollorisés. Il y a la logique de pousser les idées d'extrême-droite pour se présenter en rempart, de brouiller la pensée avec des "faits alternatifs" remettant en cause, sans aucun fondement, les travaux économiques

(invention de la théorie du ruissellement, distillation d'une supposée possible fuite des capitaux...), écologiques (GIEC) et sociologiques prouvant la voie sans issue dans lequel gouvernement et patronat nous mènent. Il y a la remise au goût du jour du fameux "ennemi intérieur" en la personne des étrangers et des étrangères, de celles et ceux qui n'auraient pas la bonne religion, des islamo-gauchistes, des éco-terroristes et autre vocabulaire diffuseur de peur et de haine.

SUBIR OU CONSTRUIRE

Forte de cette amère lucidité, armée par la volonté résolue de ne plus subir, portée par un idéal émancipateur d'égalité économique et sociale, la CNT appelle l'ensemble de notre classe sociale à construire et participer au mouvement actuel de lutte. Il faut construire des revendications autonomes loin des logiques politiciennes et défendre nos intérêts avec nos propres modes d'actions en assumant de bloquer le pays par la grève et l'occupation des axes de communications, dans la durée, afin de créer un réel rapport de force.

Voici notre réponse au chaos politique, économique, social et environnemental de l'État, du capitalisme et de la montée des idées d'extrême-droite. Il faut que la colère déborde et qu'elle submerge la petite minorité qui tire profit de ce hold-up permanent et s'accapare toute la richesse.

LA COMBATIVITÉ NE SE DÉLÈGUE PAS ORGANISONS-NOUS PAR LA BASE!

**Autogestion de la société
Démocratie directe
Propriété collective des moyens de production
Solidarité entre les peuples**



JEUDI 18 SEPTEMBRE

GRÈVE et MANIFESTATION

10h avenue Alsace-Lorraine

**CONFÉDÉRATION
NATIONALE DU TRAVAIL**

Un syndicat de combat, autogéré et anticapitaliste

Contacts : 04 58 00 31 46 + ul38@cnt-f.org + @cnt_38

Permanences syndicales : mercredis 18h-19h, 102 rue d'Alembert, Grenoble

